



# POUR

L'ÉDUCATION, L'ENSEIGNEMENT,  
LA RECHERCHE, LA CULTURE EN HAUTE-SAVOIE



FSU 74

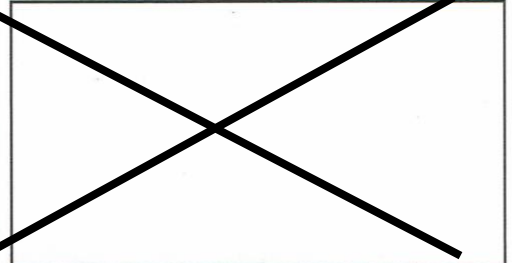
## EDITORIAL

**POUR N°123**  
**SEPTEMBRE 2023**

HAUTE SAVOIE PIG

**P4**

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE



Depuis le printemps, les stigmates d'un **durcissement politique** sont nombreux : durcissement des politiques de maintien de l'ordre et répression des mouvements sociaux et citoyens, bâillonnement des voix contestataires, haro sur les services publics avec la scandaleuse campagne "en avoir pour mes impôts" : **virage gouvernemental à droite toute !**

Le chef de l'Etat E. Macron et ses équipes annoncent en fanfare un "développement de moyens" afin d'endiguer les crises que subissent les services publics : crise des moyens humains, crise des moyens financiers, crise de reconnaissance. Mais nous, agents de la Fonction Publique, ne sommes pas dupes : la crise du recrutement historique dans les trois fonctions publiques ne sera **pas résorbée avec les mesurette financières** annoncées mi-juin par le gouvernement. La crise des moyens financiers ne trouvera pas d'issue avec les drastiques coupes budgétaires réalisées sur l'éducation (hors Service National Universel bien sûr, il faut remettre la jeunesse Au pas), la santé et les collectivités territoriales. La crise de reconnaissance et de légitimité ne s'apaisera pas **tant que le gouvernement lui-même organisera le fonctionnaire-bashing** au mépris des personnels dont l'engagement n'a eu de cesse d'être reconnu par les usagers lors de la crise covid (déjà oubliée...).

En tant que citoyen-nes, nous avons les forces d'agir. En tant que travailleuses et travailleurs de la Fonction Publique ? aussi !  
A cette rentrée, **réunissons-nous, débattons, organisons-nous et construisons ensemble**, dans la FSU 74 et avec le mouvement syndical, la réponse pour un autre service public, un service public ambitieux, au service des usagers et dans l'intérêt de la société. Un service public respectueux de ses agents, seuls garants d'une indépendance des services de l'Etat face à l'autoritarisme !

Céline Troszcynski  
Et Thomas Prabonnaud  
Secrétaires départementaux FSU 74

## SOMMAIRE

- p. 1 : Edito
- p. 2 : - Contre les idées d'extrême droite  
- Sauver la sécurité sociale
- p. 3 : Rentrée des classes
- p. 4 : - Climat et conditions de travail  
- Tribune libre :  
FSU combative

Retrouvez toute l'actualité  
de la FSU 74 sur

fsu74@fsu.fr



## Actions contre l'extrême droite

L'extrême droite progresse en France et en Haute-Savoie. L'action du gouvernement d'Emmanuel Macron contribue à cette marche en avant au lieu de la freiner, comme il le prétend.

En Haute-Savoie, les groupuscules d'extrême droite ont organisé des manifestations sauvages, en mai, puis en juin. Ces défilés et des slogans tels que "Mort aux immigrés", dans les rues d'Annecy, rappellent de terribles heures de l'Histoire des années 1930.

En réaction à cette montée en puissance, la FSU 74 s'est engagée dans l'association VISA 73 / 74 (Vigilance et Initiatives Syndicale Antifasciste). Ce collectif intersyndical s'est monté en partenariat avec la Savoie pour mutualiser les forces. Des actions antifascistes ont été organisées sur nos deux départements : manifestations à Annecy en réaction aux défilés d'extrême droite, en mai et en juin, journée de mobilisation le 23 septembre à Chambéry et à Annecy. Des stages intersyndicaux seront aussi organisés.

La FSU 74 va organiser, en partenariat avec la CGT, des journées de formation contre l'extrême droite. La première aura lieu le 30 novembre. Ce sera une première approche générale pour reconnaître le discours d'extrême droite et dénoncer les impostures sociales, économiques et écologiques.

Thomas Prabonnaud

---

## Se battre pour sauver la sécurité sociale

Alors que le projet gouvernemental sur le financement de la sécurité sociale n'est pas encore annoncé de **nombreuses décisions ou déclarations semblent en fixer les contours** : désengagement de la sécu vers les mutuelles, loi grand âge sabordée ...« pas suffisamment d'argent pour financer toutes les branches » mais un « pognon dingue » pour les entreprises en exonérations fiscales...

Dans le même temps, et depuis plusieurs mois, de nombreuses initiatives ont été prises pour construire « **la Sécurité Sociale répondant aux besoins de la population** » :

- Débats à LURE, texte de conclusion,
- Pétition PLFSS (*plan de financement de la sécurité sociale*) et Convergence Nationale,



**Signez la pétition !**

<https://www.convergence-sp.fr/petition-plfss-2024/>

Il est effectivement **essentiel de débattre et de mobiliser tout autour de nous, de rappeler la bagarre pour créer la sécurité sociale**. C'est le sens du débat « Sécu – Retraite » initié par le Groupe des 9 Haute Savoie le 19 octobre à 18h30 à Annecy et qui pourra être dupliqué ailleurs dans le département. Rappeler tout le travail d'Ambroise Croizat et des militants de la CGT de l'époque, toutes les mobilisations pour s'opposer aux dégradations successives permettront de dégager des perspectives d'actions et de mobilisations seront essentielles.

La bataille s'annonce rude et de nouveaux passages en force sont à craindre. Il est donc urgent et essentiel de convaincre tout autour de nous pour construire , avec les niveaux académiques et nationaux, un puissant mouvement d'opposition aux projets gouvernementaux.

Michel Lombart

## Chronique d'une rentrée annoncée dans le second degré

**Vacances le... 8 juillet ?** Nous partons de plus en plus tard et le cartable un peu lourd. Nous savions que nos salaires étaient parmi les plus bas des pays comparables, nous apprenons que nous avons aussi les classes les plus chargées et le plus grand nombre d'heures devant les élèves.

Cerise sur le gâteau : nous devons travailler deux ans de plus, sans prise en compte de nos années d'études et avec toujours plus de primes qui ne compteront pas pour la retraite !

**J-12** Retour de vacances. Préparation de cours.

**J-8** M. Macron annonce que nos vacances sont trop longues, que l'Histoire doit suivre la chronologie et que nous devons organiser un débat sur une Valeur par semaine. L'Education Nationale devient son « domaine réservé ».

**J-7** En faisant les courses, je croise un collègue : depuis les réformes du collège puis du lycée, il rentre à reculons.

**J-7** Notre ministre, M. Attal doit « tempérer » les annonces de son maître. Nous faisons déjà ce que son maître voudrait que nous fissions.

**J-5** Message Whatsapp d'un collègue qui déplore ces trop longues vacances et se demande pourquoi nous n'avons aucune nouvelle de la rentrée : EdT, ordre du jour ?

**J-5** Annonces sur les abayas. Comme l'écrit le canard enchaîné... « Abayacadrabra » !

**J-4** Présentation de la rentrée sur France Inter. Le Président a bien repris en main cette radio à la fois trop publique et trop populaire ; l'accent est donc mis sur la plainte des parents qui doivent encore garder leurs enfants à la maison !

**J-4** Après deux annulations le jour avant, trois reports et deux mois d'attente pour le dernier, un collègue reçoit sa convocation pour un entretien disciplinaire. Sa faute la plus grave : envoyer trop souvent les élèves aux toilettes. Son chef avait pourtant missionné des élèves pour faire des « recueils de témoignage » pendant ses cours. Je l'accompagnerai après avoir eu le choix entre deux dates : ce sera l'autre.

**J-4** M. Attal présente la rentrée en novlangue :

- Les inégalités seront réduites avec une Ulys par collège alors qu'elles accueillent de plus en plus d'élèves qui relèvent d'autres structures et que les Segpas sont menacées « d'inclusion ».
- Les cours d'EMC doivent doubler dès la rentrée : il n'est jamais trop tard !
- Le pompon sur la Garonne : « c'est à l'école de s'adapter à chaque enfant et non l'inverse ». Facile, ils ne sont que 12 millions.

**J-3** Repos.... Pas d'annonces, on peut travailler !

**Jour J** Youpla. Les classes ont été faites par l'ordinateur, selon des « critères », sans tenir compte de nos choix, les Edt sont faits à la truelle, avec des cours d'1h30 qui se chevauchent avec ceux d'1h ; là aussi à l'inverse de nos choix, mais pourquoi ne pas *expérimenter* ?

**Résultat** : Les **inégalités** sociales et donc scolaires explosent. Les **effectifs** par classe augmentent. Le manque de **personnels** (enseignant-e-s et non enseignant-e-s) s'amplifie. Macron parle, parle, parle....En déplacement, au JT, sur Youtube, autant d'occasions de multiplier les annonces sur l'Éducation pour faire le buzz... **Quel décalage par rapport aux préoccupations des personnels enseignant-e-s et non-enseignant-e-s en cette rentrée 2023 ! Nous savons depuis longtemps que les dispositifs hors de la classe ne permettent pas de réduire les inégalités. Devoirs Faits, soutien en Mathématiques et en Français...Macron les multiplie !**

**Il est urgent d'agir, pas de multiplier les annonces et les réformes !**

Il est aujourd'hui urgent de doter l'Education Nationale et ses personnels des moyens dont ils ont besoin pour bien faire leur travail c'est-à-dire d'avoir le temps d'assurer la réussite de tous les élèves, le temps de recevoir et d'accompagner toutes les familles, le temps de réexpliquer en groupe réduit les notions les plus complexes ou mal comprises...**Pour cela, des moyens budgétaires en postes, l'indexation des salaires sur l'inflation et une revalorisation salariale pour assurer la couverture de ces postes doivent être engagés de toute urgence. C'est la priorité pour les personnels de l'Education Nationale ! Mobilisons-nous dès cette rentrée et le 13 octobre dans la rue !**

Céline Troszczyński et Mathieu Fourneyron

La semaine de rentrée s'est déroulée sous une vague de chaleur et malheureusement, la trajectoire du changement climatique nous exposera sûrement à la répétition de tels événements météorologiques extrêmes. Dans les salles de classe autour des 30 en collège, 35 en lycée, parfois 30 en primaire, l'ambiance a pu être suffocante, notamment pour les salles exposées en plein soleil, sans volets, avec des effectifs pléthoriques qui accentuent le ressenti de la chaleur du fait d'une saturation en humidité élevée de l'air ambiant. Parfois, il a fait plus de 30°C dans ces salles avec une hygrométrie de 80% mais aucun seuil réglementaire n'existe pour contraindre notre employeur à prévoir des solutions de repli même si l'INRS (Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) estime que **ce seuil de 30°C constitue un risque pour la santé. Saisir la F3SCT, alerter votre syndicat de la FSU !**



Nos autorités qui n'étaient pourtant pas avares en annonces médiatiques, ont tout bonnement ignoré la situation. Du côté de notre employeur, silence complet : Ministre, Recteur ou DASEN, on ne les a pas entendus, trop occupés à blablater sur une rentrée réussie sans... abaya. Aucune consigne donnée pour la protection des personnels et des usagers. Il y avait pourtant des mesures à prendre : par exemple, aérer les salles et bâtiments la nuit... Quant aux promesses, post-covid, de vérification et d'amélioration de la qualité de l'air dans les établissements... Elles ont vite été oubliées. Les collectivités de tutelle (Région pour les lycées, Département pour les collèges) se sont désintéressées de cette difficulté alors que ces vagues de chaleur deviennent récurrentes. Elles se sont montrées beaucoup plus intéressées par les questions thermiques cet hiver avec l'explosion des coûts de l'énergie, moins d'ailleurs pour entreprendre une véritable rénovation de l'isolation du bâti que pour réduire le chauffage dans les établissements ou demander de fermer les lycées le samedi.

L'aération et la ventilation des salles de classe, la surveillance de la qualité de l'air, l'isolation des bâtiments, la question des fenêtres, des volets ou des rideaux, la végétalisation des espaces extérieurs, l'élaboration d'un protocole de mise à l'abri des personnels et des usagers en cas de canicule, tous ces chantiers doivent faire l'objet d'interpellations notamment lors des conseils d'administration et d'école et des instances départementales, académiques ou ministérielles mais aussi d'alerte, s'il le faut auprès du grand public pour que ces problématiques émergent sur le plan médiatique.

Faites-nous remonter vos alertes et vos interpellations : ces questions ne sont pas prosaïques, elles méritent qu'on s'y engage pour dessiner un futur qui n'ait pas le visage de la catastrophe ... et pour que la dégradation de nos conditions de travail ne soit pas passée sous silence par un pouvoir qui voudrait une rentrée ... le 20 août.

Céline Troszczynski

---

*Tribune libre*

### **QUEL SYNDICALISME AUJOURD'HUI ?**

Après les défaites de 2003, 2010, 2014 nous avons été à nouveau défaits par le gouvernement sur la réforme des retraites. Il faut s'interroger sur l'évolution du syndicalisme et sur notre capacité à agir pour la transformation de la société.

Le syndicat a reposé depuis un siècle sur la défense des intérêts matériels et moraux, individuels et collectifs des salariés. La question de la relation avec les partis politiques a toujours divisé le syndicalisme au niveau national (exemple : scission CGT -FO, maintien de la FEN) et international (FSM...). L'abandon de l'indépendance syndicale a été confirmé par le double appel à voter pour E. Macron pour le second tour de la présidentielle française (sans obtenir rien en échange).

Aujourd'hui des directions syndicales vont plus loin et se lient avec des institutions. La Confédération Européenne des Syndicats est étroitement liée à l'Union Européenne, les liens d'organisations syndicales avec l'OMS sont apparus évidents lors de la crise dite du Covid et du forcing pour les « vaccins » à ARN messenger.

Cela se traduit par une évolution des revendications : les revendications dites sociétales (climat, vaccination, euthanasie...) prennent le pas sur les revendications sociales (statut, protection sociale, salaires). Il s'opère un rapprochement des positions sociétales des Institutions internationales, des gouvernements et de nos syndicats et donc une perte des références de classe. Ce sont pourtant ces références de classe qui ont fait le syndicalisme et qui lui permettront d'avoir une action originale, pour le reste chacun peut agir selon ses convictions dans le cadre d'associations et de partis. *Jean-Pierre Richaudeau, Vincent Bernard, Pierre Belloir (Pour une FSU combative)*